



Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT et de la CGT ALSTOM

Ferroviaire menacé = ALSTOM en danger !

Réunies le 18 janvier 2018 par la Direction d'ALSTOM dans le cadre d'un Comité de Groupe Européen, l'ensemble des organisations syndicales européennes présentes ont constaté l'impossibilité de rendre un avis sur l'opération de donation d'ALSTOM à SIEMENS.

1. L'absence d'information sur les plans industriels à court, moyen et long terme...
2. Les pseudo-garanties d'emploi avancées par la direction, qui, compte tenu des clauses qui y sont jointes, ne protègent pas réellement les salariés. Quant à la charge d'activité sur les sites français et allemands, elle n'est pas à la hauteur des enjeux.

La situation dans les activités Alstom Power passées à General Electric montre que de telles garanties n'engagent que ceux qui y croient.

La CGT appelle à la définition d'un vrai plan industriel d'activité, synonyme de garanties d'emplois tant en France que dans tous les pays européens où Alstom est implanté.

Pour faire face aux besoins ferroviaires croissants en France et en Europe dans les années à venir, pour l'avenir de l'industrie ferroviaire en France et en Europe, plus que jamais, la CGT met en avant son plan alternatif, passant par un GIE (Groupement d'Intérêt Economique) associant constructeurs ferroviaires et équipementiers.

Une Europe industrielle et de l'emploi fort ne peut se réaliser à grands coups d'opérations monopolistiques hasardeuses. En effet, elle nécessite des Etats qui la composent de définir une politique volontariste de développement industriel, favorisant la coopération des entreprises qui travaillent sur son sol plutôt que leur mise en concurrence. Qui pourrait prétendre le contraire ?

En outre, le Ferroviaire étant une filière stratégique où le marché résulte exclusivement de la commande publique, il est capital que l'Europe et ses états définissent une politique de développement des réseaux et transports ferroviaires en réponse aux besoins des citoyens et des enjeux environnementaux.

La CGT appelle donc les états européens concernés à accompagner la mise en place d'un GIE du ferroviaire comme ils sont su le faire pour celui d'AIRBUS au début des années 70.

A cette fin, la CGT attend de l'état français :

- qu'il entre au capital d'ALSTOM pour remplacer Bouygues qui va en sortir
- qu'il organise des assises du ferroviaires en France avec les différents acteurs
- qu'il présente un plan stratégique pour le développement des capacités industrielles et du transport ferroviaire en France pour les 20 années à venir

Dès aujourd'hui les salariés doivent s'approprier le projet alternatif de la CGT pour construire le rapport de force nécessaire au maintien et au développement de notre fleuron industriel ALSTOM.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie et la CGT ALSTOM appelle les salariés à se mobiliser le 8 février pour participer à la manifestation des cheminots à Paris à 13h00 place de la république.

Montreuil, le 23 janvier 2018